



JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

5 | LES AFFAIRES FAMILIALES

5.1 LES DIVORCES ET SÉPARATIONS DE CORPS EN JUSTICE

En 2020, l'ensemble des demandes de rupture d'union (divorce ou séparation de corps) traitées par la justice s'établit à 78 100, en baisse de 15 % par rapport à 2019. Il s'agit de 1 000 demandes de séparation de corps et de 77 100 demandes de divorces, en baisse, respectivement, de 22 % et 14 %. Les demandes de divorces se répartissent en 76 600 divorces contentieux (- 14 % par rapport à 2019), 220 conversions de séparation de corps en divorce (- 42 %), et 300 divorces par consentement mutuel (+ 50 %). Ces derniers, déjudiciarisés au 1^{er} janvier 2017 sont essentiellement enregistrés devant un notaire, sauf si un enfant demande à être auditionné.

En 2020, 57 900 divorces (- 13 % par rapport à 2019), dont près de 500 séparations de corps, ont été prononcés par un juge aux affaires familiales (JAF). Le nombre de jugements prononçant un divorce par consentement mutuel continue de baisser (- 31 %) en raison de la réforme des divorces (65 divorces en 2020). Le nombre de divorces directs contentieux prononcés baisse de 13 % et s'établit à 57 200 en 2020. Parmi eux, les divorces acceptés, majoritaires (59 %), et les divorces pour altération définitive du lien conjugal baissent, respectivement, de 15 % et 7 %. Enfin, le nombre de séparations de corps, qui représentent 1 % des décisions de rupture d'union, baisse depuis 2016. 1 200 demandes ont été rejetées et 19 700 décisions ne se prononcent pas sur le fond

de la demande, en raison du désistement des parties dans 37 % des cas.

La durée moyenne des procédures de divorce traitées par la justice est de 28,0 mois en 2020, mais les divorces par consentement mutuel prononcés par un juge sont beaucoup plus rapides (16,4 mois) que les divorces contentieux, en raison de l'absence d'audience de conciliation. La durée moyenne de la procédure est de 24,3 mois pour le divorce accepté et de 33,7 mois pour le divorce pour altération définitive du lien conjugal. Le temps de la réflexion est beaucoup plus long dans le second cas : en moyenne 15,3 mois, contre 7,7 mois pour les divorces acceptés. Les durées des autres phases sont proches pour ces deux types de divorces, respectivement environ 5 mois pour la tentative de conciliation et 13 mois pour le jugement.

La durée moyenne de l'ensemble des divorces prononcés par les JAF a augmenté d'un peu moins de 2 mois en 2020, et s'établit à 28,0 mois.

Parmi les décisions au fond, prononcées par les juges aux affaires familiales, 7 % font l'objet d'un appel. 78 % des affaires présentées en appel se terminent par une décision au fond. Parmi elles, plus d'un tiers est confirmé totalement et près de neuf sur dix le sont au moins partiellement.

Définitions et méthodes

Les données des années 2021 et après ne sont pas disponibles à la date de publication de cet ouvrage.

Les **divorces** entraînent la dissolution du mariage et donc de tous les droits et obligations qui y sont rattachés. En revanche, dans le cadre d'une **séparation de corps**, le mariage persiste.

La séparation de corps met fin au devoir de cohabitation des époux et entraîne toujours la séparation de biens (art. 302 du Code civil). À la demande de l'un des époux, le jugement de séparation de corps peut être converti en jugement de divorce quand la séparation de corps a duré au moins deux ans.

Le divorce peut être prononcé en cas de consentement mutuel, d'acceptation du principe de la rupture du mariage (divorce accepté), d'altération définitive du lien conjugal ou de faute.

Le divorce par **consentement mutuel** est demandé conjointement par les époux. Avec la loi du 18 novembre 2016 en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2017, les époux ne passent plus devant le juge aux affaires familiales (JAF), sauf si un enfant des époux demande à être auditionné par le juge ou si l'un des époux se trouve placé sous l'un des régimes des majeurs protégés. La convention réglant les conséquences du divorce, établie entre les époux et par leurs avocats respectifs, doit être déposée chez un notaire.

Dans les autres cas de divorce, dits **contentieux**, une nouvelle réforme issue de la loi du 23 mars 2019 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021. Les demandes en divorce contentieux déposées depuis cette date ne nécessitent plus de phase de conciliation et débutent directement par une audience dite « d'orientation et prise de mesures provisoires ». À tout moment de la procédure, les époux peuvent demander à divorcer par consentement mutuel.

Pour les différents types de divorces contentieux, voir la fiche 5.2.

Champ : France.
Les situations de séparation de fait sont exclues du champ, que les personnes soient mariées ou en concubinage.
Dans la figure 4, les durées des différentes phases des divorces contentieux ne portent que sur les divorces pour lesquels on dispose de durées pour chacune des trois phases, soit 79 % des divorces contentieux.

Source : ministère de la justice, SG, SSER, exploitation statistique du Répertoire Général Civil.

Pour en savoir plus : « Divorces : une procédure à deux vitesses », *Infostat Justice* 117, mai 2012.
« Les divorces prononcés de 1996 à 2007 », *Infostat Justice* 104, février 2009.

1. Demandes de rupture d'union formées devant le JAF ⁽¹⁾ selon leur nature					
	2016	2017	2018	2019	2020
Total	173 488	99 729	95 690	91 409	78 095
Demandes de divorce	171 299	98 112	94 268	90 124	77 096
Divorce par consentement mutuel	85 886	2 454	312	203	305
Divorce contentieux	84 898	95 309	93 575	89 542	76 572
Conversion de la séparation de corps en divorce	515	349	381	379	219
Demandes de séparation de corps	2 189	1 617	1 422	1 285	999
Séparation de corps par consentement mutuel	684	251	161	86	38
Séparation de corps hors consentement mutuel	1 505	1 366	1 261	1 199	961

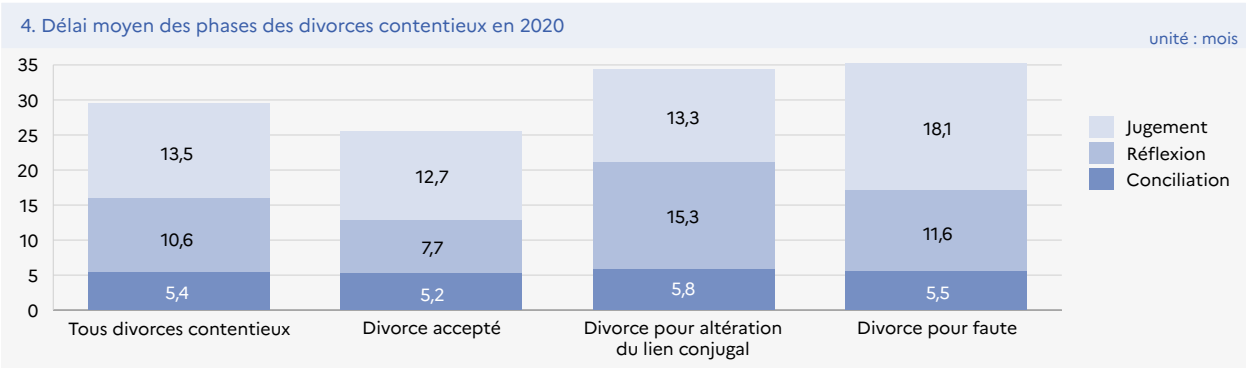
⁽¹⁾ juge aux affaires familiales

2. Décisions rendues par le JAF ⁽¹⁾ relatives aux ruptures d'union					
	2016	2017	2018	2019	2020
Décisions de ruptures d'union	129 048	91 435	62 954	66 672	57 920
Divorce par consentement mutuel	71 933	33 457	283	94	65
Divorce accepté	29 854	30 404	36 374	40 051	33 943
Divorce par altération définitive du lien conjugal	17 010	17 790	17 637	18 432	17 114
Divorce pour faute	8 036	7 665	6 989	6 669	5 517
Divorce direct indéterminé	731	935	748	591	599
Conversion séparation de corps en divorce	479	362	290	279	215
Séparation de corps	1 005	822	633	556	467
Autres décisions	30 327	25 991	23 681	23 526	20 915
Rejet	1 531	1 582	1 351	1 405	1 225
Radiation	4 946	4 501	3 780	3 365	2 893
Désistement des parties	9 312	8 605	7 959	7 997	7 263
Caducité de la demande	4 727	5 119	5 079	5 441	4 982
Autres décisions	9 811	6 184	5 512	5 318	4 552

⁽¹⁾ juge aux affaires familiales

3. Délai moyen des procédures de rupture d'union prononcées par le JAF ⁽²⁾					
	2016	2017	2018	2019	2020
Divorce direct	13,7	18,7	25,8	26,1	28,0
Consentement mutuel	3,6	4,4	10,3	13,7	16,4
Accepté	23,4	23,8	22,2	22,4	24,3
Altération définitive du lien conjugal	31,0	31,7	31,4	32,1	33,7
Faute	29,9	30,6	31,1	31,6	33,2
Indéterminé	29,6	26,6	27,5	25,2	28,5
Conversion séparation de corps en divorce	9,2	10,1	10,4	10,8	14,2
Séparation de corps	17,5	19,6	23,5	26,0	29,4

⁽¹⁾ juge aux affaires familiales



5. Décisions des cours d'appel relatives aux divorces contentieux					
	2016'	2017'	2018'	2019'	2020
Total des demandes	6 180	5 982	4 935	4 737	4 206
Total des décisions	5 710	6 062	5 671	5 188	3 934
Confirmation totale	1 597	1 585	1 546	1 433	1 149
Confirmation partielle	2 440	2 687	2 524	2 283	1 532
Infirmer	422	385	405	410	392
Autres décisions	1 251	1 405	1 196	1 062	861

5.3 LA SÉPARATION DES PARENTS : CONSÉQUENCES POUR LES ENFANTS MINEURS

En 2024, le nombre de demandes relatives à la prise en charge des enfants mineurs dans les ruptures familiales reçues par le juge aux affaires familiales (189 300) est quasi stable par rapport à 2023 (+ 1 %).

79 % des demandes émanent de parents non mariés et 15 % de parents divorcés. Les demandes relatives à l'autorité parentale (exercice ou modalités d'exercice), à la résidence habituelle des enfants mineurs ou au droit de visite représentent 89 % de l'ensemble des demandes. Elles pèsent pour 92 % des demandes de parents non mariés et 68 % de celles de parents divorcés. Les demandes pécuniaires (11 % de l'ensemble des demandes) représentent 32 % des demandes de parents divorcés et 8 % de celles émanant de parents non mariés.

176 000 décisions ont été rendues par les juges aux affaires familiales en 2024. 67 % d'entre elles sont des acceptations, 6 % des rejets. Les autres se sont terminées par un accord des parties (9 %), un désistement (5 %) ou une autre fin (13 %). Le délai de traitement des affaires est de 7,4 mois en moyenne. La moitié des décisions

relatives aux demandes des grands-parents, ou d'autres personnes autres que les parents, est acceptée (50 %). Ces affaires durent 17,6 mois en moyenne. La durée des affaires introduites par les parents non mariés est de 7,3 mois, contre 7,7 mois pour celles post-divorce.

En 2024, 10 500 affaires ont été traitées en appel. Près de neuf affaires sur dix en appel sont relatives à l'exercice de l'autorité parentale (y compris la résidence et le droit de visite et d'hébergement) : la durée moyenne entre l'appel et la décision d'appel est de 12,9 mois. Un peu plus d'un recours sur dix porte sur un contentieux financier et leur durée moyenne est de 13,3 mois. La cour d'appel ne statue pas pour 25 % des demandes. Quand elle statue, elle confirme, soit totalement, soit partiellement, près de neuf décisions sur dix prises en première instance. Cette confirmation est plus fréquente pour les demandes concernant l'autorité parentale (89 % des demandes) que pour celles portant sur un contentieux financier (82 %).

Définitions et méthodes

Hormis les cas de divorce ou de séparation de corps, diverses situations de recomposition familiale résultant de la séparation du couple donnent lieu à un contentieux concernant les enfants. Ce contentieux peut survenir entre ex-époux ou entre parents non mariés. Des conflits peuvent également naître, sans séparation du couple, entre les parents et les grands-parents de l'enfant.

- Le juge aux affaires familiales intervient, selon les cas, pour statuer :
- sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale, conjoint ou exclusif ;
 - sur le lieu de résidence habituelle des enfants, étant précisé que la résidence des enfants peut être fixée en alternance au domicile de chacun des parents ou au domicile de l'un des deux (ou encore chez un tiers, situation rarement observée) ; dans le cas où l'un des parents obtient la résidence de l'enfant chez lui, le juge statue sur les modalités du droit de visite et d'hébergement de l'autre parent ;
 - sur la contribution à l'entretien ou à l'éducation des enfants, qui prend la forme d'une pension alimentaire et/ou de règlements en nature ;
 - sur le droit de visite des grands-parents ou d'autres personnes, parents ou non, qui ont noué des liens affectifs durables avec l'enfant.

Champ : France.

Source : ministère de la justice, SG, SSER, exploitation statistique du Répertoire général civil.

Pour en savoir plus :

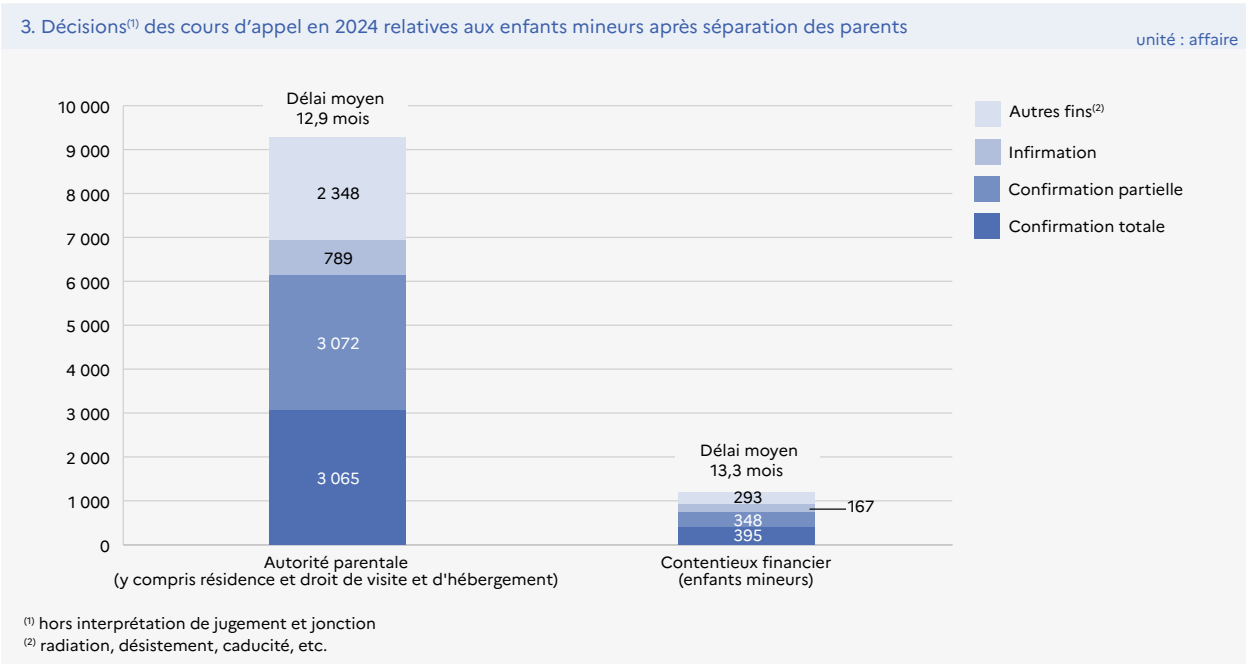
- « La contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant, deux ans après le divorce », *Infostat Justice* 141, avril 2016.
- « Le regard des divorcés sur la résidence de leurs enfants », *Infostat Justice* 139, décembre 2015.
- « Les décisions des juges concernant les enfants de parents séparés ont fortement évolué dans les années 2000 », *Infostat Justice* 132, janvier 2015.

1. Demandes relatives aux enfants mineurs après séparation des parents						unité : affaire
	2020'	2021'	2022'	2023'	2024	
Total	163 650	172 798	174 286	186 483	189 263	
Demandes post-divorce ⁽¹⁾	33 957	32 437	31 019	30 393	29 216	
Modification de l'exercice de l'autorité parentale ou de la résidence habituelle des enfants mineurs	16 656	16 985	18 252	18 554	17 796	
Modification du droit de visite	4 129	3 695	2 547	2 338	2 001	
Fixation ou modification de la contribution à l'entretien des enfants	13 172	11 757	10 220	9 501	9 419	
Demandes de parents non mariés ⁽¹⁾	120 670	130 279	132 724	144 817	149 087	
Exercice de l'autorité parentale, fixation de la résidence habituelle des enfants mineurs, ou droit de visite	111 394	120 731	122 934	133 131	136 946	
Pension alimentaire des enfants mineurs	9 276	9 548	9 790	11 686	12 141	
Demandes relatives au droit de visite des grands-parents ou d'autres personnes	1 466	1 567	1 592	1 580	1 622	
Autres demandes relatives à l'autorité parentale	7 557	8 515	8 951	9 693	9 338	

⁽¹⁾ Un seul des motifs de la demande est retenu

2. Décisions ⁽¹⁾ relatives aux enfants mineurs après séparation des parents en 2024								unité : affaire
	Total	Acceptation	Rejet	Accord des parties	Désistement	Autres fins	Délai moyen (en mois)	
Total	175 984	118 108	10 821	15 789	8 638	22 628	7,4	
Décisions relatives aux demandes post-divorce	28 314	19 036	2 372	1 880	1 596	3 430	7,7	
Modification de l'exercice de l'autorité parentale ou de la résidence habituelle des enfants mineurs	17 190	11 691	1 269	1 452	882	1 896	7,5	
Modification du droit de visite	2 105	1 524	187	93	119	182	8,2	
Fixation ou modification de la contribution à l'entretien des enfants	9 019	5 821	916	335	595	1 352	7,9	
Décisions relatives aux demandes de parents non mariés	137 017	92 487	7 248	13 774	6 185	17 323	7,3	
Exercice de l'autorité parentale, fixation de la résidence habituelle des enfants mineurs, ou droit de visite	126 064	85 792	6 281	13 439	5 536	15 016	7,2	
Pension alimentaire des enfants mineurs	10 953	6 695	967	335	649	2 307	7,9	
Décisions relatives au droit de visite des grands-parents ou d'autres personnes	1 484	739	439	13	155	138	17,6	
Autres décisions relatives à l'autorité parentale	9 169	5 846	762	122	702	1 737	7,9	

⁽¹⁾ hors interprétation de jugement et jonction



5.5 LA FILIATION ET LE DÉLAISSEMENT PARENTAL

En 2024, 17 500 demandes de filiation ont été enregistrées dans les tribunaux judiciaires. Ce nombre est quasi identique à celui de 2023 (17 600).

Elles sont très majoritairement composées de demandes de filiation adoptive (86 %). Parmi celles-ci, on dénombre 12 200 demandes d'adoption simple (81 %) et 2 700 demandes d'adoption plénière (18 %). Sur les 14 600 décisions rendues concernant la filiation adoptive, plus de neuf sur dix sont acceptées. Elles sont rendues, en moyenne, en 6,3 mois. Parmi les demandes hors filiation adoptive (14 % des demandes de filiation en 2024), près d'un tiers d'entre elles visent à établir la filiation, le plus souvent une recherche de paternité (84 %).

Les actions contestant la filiation (plus des deux tiers des demandes de filiation, hors filiation adoptive) sont essentiellement des actions en contestation de paternité (neuf actions en contestation sur dix). Le taux d'acceptation en matière de filiation, hors filiation adoptive, est de 64 % pour les actions en contestation de filiation et de 63 % pour celles tendant à établir la filiation. Le délai des procédures

de contestation de filiation ou tendant à établir la filiation est en moyenne de 24,3 mois.

Peu d'affaires de filiation vont en appel (2 %) : les recours sont beaucoup plus nombreux dans les affaires de filiation, hors filiation adoptive (12 %), que dans les affaires d'adoption (1 %). La cour d'appel confirme totalement ou partiellement huit jugements de filiation sur dix, hors filiation adoptive, rendus en première instance, au terme de 14,6 mois de procédure en moyenne depuis l'appel. 61 % des jugements de filiation adoptive sont confirmés totalement ou partiellement, en 10,3 mois.

En 2024, 1 500 demandes de déclaration judiciaire de délaissement parental ont été introduites devant le tribunal judiciaire (+ 12 % par rapport à 2023). Ce nombre est en constante augmentation depuis 2016 (où il s'élevait à 373), excepté entre 2021 et 2022 (- 3 %). Sur 100 demandes présentées, 87 sont acceptées, 5 sont rejetées et 8 se terminent par un désistement ou une autre fin. Le délai moyen de la procédure est de 8,1 mois.

Définitions et méthodes

Pour la compétence du juge aux affaires familiales (JAF), cf. fiche n°5.4.

L'**adoption simple** permet d'adopter une personne, même majeure, sans qu'elle rompe les liens avec sa famille d'origine. Elle peut être révoquée pour motifs graves.

L'**adoption plénière** remplace le lien de filiation existant entre l'adopté et sa famille d'origine par un nouveau lien. Elle est irrévocable.

La **filiation** est le lien juridique qui unit une personne à son ou ses parents. Elle peut résulter ou non de la procréation.

Le **délaissement parental** : depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant, le tribunal déclare le délaissement parental lorsque les parents n'ont pas entretenu avec l'enfant les relations nécessaires à son éducation ou à son développement pendant l'année qui précède l'introduction de la demande en **déclaration judiciaire de délaissement parental**. Cette déclaration judiciaire de **délaissement parental** a deux conséquences :

- déléguer l'autorité parentale à l'entité ayant recueilli l'enfant ou à qui ce dernier a été confié ;
- rendre l'enfant immédiatement adoptable.

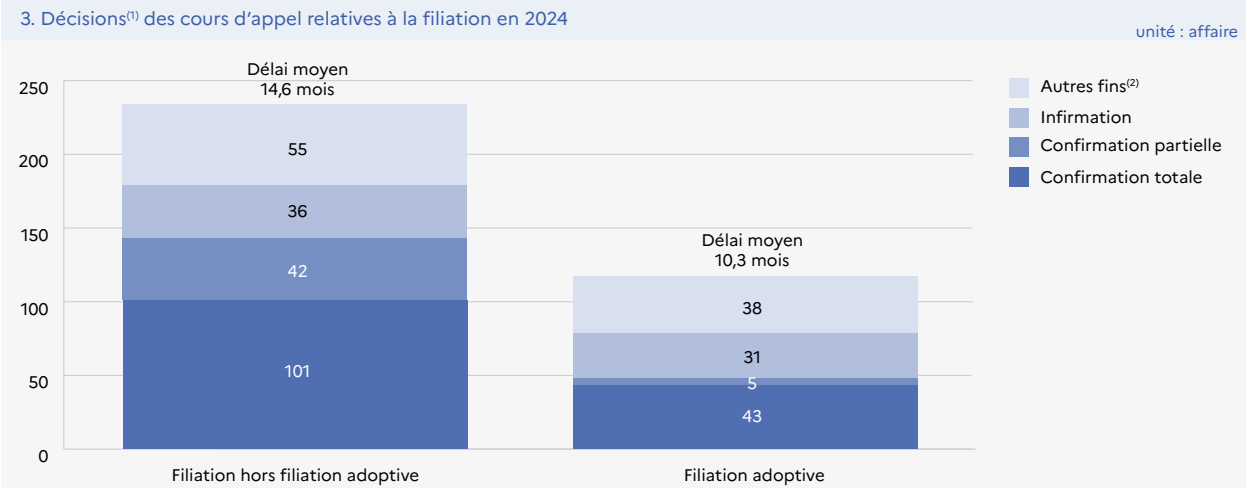
Le tribunal judiciaire a une compétence exclusive pour statuer sur les demandes tendant à établir ou à supprimer un lien de filiation résultant de la procréation. Il est également exclusivement compétent pour statuer sur les demandes d'adoption (simple ou plénière) ou sur les demandes en déclaration judiciaire de délaissement parental, préalable à une demande d'adoption.

1. Demandes relatives à la filiation et au délaissement parental					
	2020'	2021'	2022'	2023'	2024
Filiation	12 543	16 072	16 054	17 588	17 534
Filiation hors filiation adoptive	2 623	2 681	2 601	2 594	2 461
Filiation adoptive	9 920	13 391	13 453	14 994	15 073
Déclaration judiciaire de délaissement parental	910	1 131	1 099	1 331	1 494

2. Demandes et décisions ⁽¹⁾ relatives à la filiation et au délaissement parental en 2024							
	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Acceptation totale ou partielle	Rejet	Désistement	Autres fins ⁽²⁾	Délai moyen (en mois)
Total filiation	17 534	17 023	15 154	543	349	977	8,9
Filiation hors filiation adoptive	2 461	2 456	1 555	288	163	450	24,1
Action tendant à établir la filiation	760	693	439	70	64	120	24,3
Action en recherche de paternité	634	601	376	59	62	104	24,6
Autres demandes tendant à établir la filiation	126	92	63	11	nc	nc	22,8
Action en contestation de la filiation	1 597	1 678	1 068	208	98	304	24,3
Action en contestation de paternité	1 448	1 495	932	180	94	289	24,9
Action en contestation de maternité	22	27	22	nc	nc	nc	30,0
Autres demandes de contestation de la filiation	127	156	114	nc	nc	nc	18,5
Autres demandes en filiation	104	85	48	nc	nc	nc	16,7
Filiation adoptive	15 073	14 567	13 599	255	186	527	6,3
Demande d'adoption simple	12 175	11 661	10 929	163	152	417	6,3
Demande d'adoption plénière	2 706	2 753	2 577	61	28	87	6,2
Autre demande en filiation adoptive	192	153	93	31	6	23	8,9
Déclaration de délaissement parental	1 494	1 249	1 088	57	53	51	8,1

⁽¹⁾ hors interprétation de jugement et jonction

⁽²⁾ radiation, caducité, etc.



⁽¹⁾ hors interprétation de jugement et jonction

⁽²⁾ désistement, radiation, caducité, etc.

Champ : France.

Source : ministère de la justice, SG, SSER, exploitation statistique du Répertoire général civil.

Pour en savoir plus : « L'adoption de l'enfant du conjoint en 2018 », *Infostat Justice* 175, février 2020.

5.6 LA PROTECTION DANS LE CADRE DE LA FAMILLE ET LES AUTRES AFFAIRES FAMILIALES

En 2024, le nombre de demandes (7 500) relatives à la protection dans le cadre familial augmente de 5 % par rapport à 2023. Il s'agit essentiellement de demandes d'ordonnances de protection dans le cadre de violences intrafamiliales (92 %). Les juges font droit, totalement ou partiellement, aux demandes de protection dans 68 % des décisions au fond. Les procédures sont très courtes (18 jours en moyenne) compte tenu, au regard de l'urgence des situations, de la modification de l'article 515-11 du Code civil de la loi du 28 décembre 2019 qui oblige le juge aux affaires familiales (JAF) à statuer sur la demande de protection dans un délai maximal de six jours à compter de la fixation de la date d'audience. En 2024, les juges d'appel ont rendu 1 100 décisions. Lorsqu'ils ont statué sur le fond, ils ont confirmé totalement 55 % des jugements rendus en première instance et 23 % partiellement ; 22 % ont été infirmés. Le juge de la cour d'appel ne statue pas sur le fond de plus du quart (26 %) des affaires en appel.

En 2024, le nombre de demandes liées au régime matrimonial (4 000) augmente de 4 % par rapport à 2023. 3 400 décisions ont été rendues en 2024. 43 % des demandes sont acceptées totalement ou partiellement et 8 % sont rejetées. Cependant, quand le juge statue sur le fond, il accepte totalement ou partiellement 84 % des demandes. Les désistements et les autres fins représentent respectivement 10 % et 38 % du total

des décisions. La durée moyenne des procédures s'établit à 25,0 mois. En 2024, 540 affaires relatives au régime matrimonial ont été jugées en appel. Les trois quarts de ces affaires se terminent par une décision au fond. Parmi celles-ci, près de neuf recours sur dix sont confirmés totalement ou partiellement par la cour d'appel. L'ensemble des décisions (statuant ou non au fond) a été rendu au terme de 19,9 mois de procédure en moyenne.

230 demandes de nullité de mariage ont été enregistrées en 2024. Elles sont en baisse de 13 % par rapport à 2023. Quand il statue sur le fond, le juge accepte totalement ou partiellement 60 % des demandes et en rejette 40 %.

Le nombre de demandes de changement de prénom (170) augmente légèrement (+ 2 %) par rapport à 2023. Sur les 130 décisions prononcées en 2024, 82 % ont été acceptées totalement ou partiellement, et 18 % ont été rejetées.

Le nombre de dossiers relatifs à l'incapacité des mineurs ouverts en 2024 (49 000 dossiers) est en hausse de 4 % par rapport à 2023. Il s'agit très majoritairement d'administration légale (84 % des ouvertures, + 4 % par rapport à 2023). Les tutelles représentent 13 % des dossiers ouverts et sont en légère baisse (- 2 %) par rapport à 2023. Enfin les émancipations, bien que marginales (seulement 2 % des ouvertures), augmentent fortement (+ 18 %).

Définitions et méthodes

Pour les autres compétences du juge aux affaires familiales (JAF), cf. fiche 5.4.

La protection contre les désordres ou les violences à l'intérieur de la famille

Si l'un des époux manque gravement à ses devoirs et met ainsi en péril les intérêts de la famille, le juge aux affaires familiales (JAF) peut prescrire toutes les mesures urgentes que requièrent ces intérêts. Par exemple, il peut interdire à un époux de faire, sans le consentement de l'autre, des actes de disposition sur ses propres biens ou sur ceux de la communauté.

Lorsque les violences exercées au sein du couple, y compris lorsqu'il n'y a pas cohabitation, ou par un ancien conjoint, un ancien partenaire lié par Pacs ou un ancien concubin, y compris lorsqu'il n'y a jamais eu de cohabitation, mettent en danger la personne qui en est victime ou un ou plusieurs enfants, le JAF peut délivrer une ordonnance de protection. Une ordonnance de protection peut également être délivrée au bénéficiaire d'une personne majeure menacée de mariage forcé.

Régimes matrimoniaux : le régime matrimonial est un ensemble de règles juridiques destinées à organiser les rapports patrimoniaux entre, d'une part, les époux entre eux, et, d'autre part, entre les époux et les tiers. Le couple qui compte se marier a le choix entre différents régimes pour organiser sa vie future. Les époux peuvent ne choisir aucun régime matrimonial, ils sont soumis d'office au régime légal de la communauté légale réduite aux acquêts. Ils peuvent aussi s'adresser à un notaire, pour un contrat de mariage afin d'adopter un autre régime matrimonial (la communauté conventionnelle, la séparation de biens et le régime de participation aux acquêts) ou insérer des clauses spécifiques dans le cadre du régime légal. Il est possible de changer de régime matrimonial au-delà de deux ans de mariage.

Nullité de mariage : action en justice visant à faire reconnaître qu'un mariage n'a jamais existé légalement, contrairement au divorce qui met fin à l'union. La nullité absolue sanctionne la violation de règles d'ordre public considérées comme fondamentales par le législateur. Elle peut être invoquée par les époux eux-mêmes, mais aussi par toute personne y ayant intérêt ou par le Ministère public notamment en cas d'absence de consentement, de bigamie, de défaut d'âge légal. La nullité relative, quant à elle, protège les intérêts des époux et ne peut être invoquée que par la personne dont le consentement a été vicié par la violence, l'erreur ou le dol.

Incapacité des mineurs : tout enfant avant l'âge de 18 ans est mineur et, à ce titre, frappé d'une incapacité qui est une restriction de jouissance ou d'exercice de tout ou partie des droits dont chaque individu est titulaire. Les actes qu'il peut exercer seul sont restreints et ce dans le souci de le protéger contre des cocontractants indelicats. Quand les parents sont connus, en vie et non déchus de l'autorité parentale, le régime mis en place est celui de l'administration légale. En l'absence de parents, s'ils sont inconnus, décédés ou déchus de l'autorité parentale, un tuteur est désigné pour administrer les biens de l'enfant. L'émancipation permet de lever l'incapacité due à la minorité.

Champ : France.

Source : ministère de la justice, SG, SSER, exploitation statistique du Répertoire général civil.

Pour en savoir plus : « La contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant, deux ans après le divorce », *Infostat Justice* 141, avril 2016.
« Le regard des divorcés sur la résidence de leurs enfants », *Infostat Justice* 139, décembre 2015.

1. Demandes relatives à la protection dans le cadre familial, au régime matrimonial, à l'action en nullité de mariage et au changement de nom ou de prénom					
	2020	2021	2022	2023	2024
Protection dans le cadre familial	6 767	6 637	6 525	7 198	7 533
Mesure urgente lorsqu'un des époux manque gravement à ses devoirs					
Ordonnance de protection dans le cadre de menace de mariage forcé	1 146 ⁽¹⁾	732 ⁽¹⁾	682 ⁽¹⁾	761 ⁽¹⁾	634 ⁽¹⁾
Ordonnance de protection dans le cadre de violences intrafamiliales sans demande de bracelet anti-rapprochement	5 621	5 372	4 905	5 288	5 732
Ordonnance de protection dans le cadre de violences intrafamiliales avec demande de bracelet anti-rapprochement	so	495	880	1 085	1 094
Modification, renouvellement ou suppression de mesure dans une ordonnance de protection	so	38	58	64	73
Régime matrimonial	3 327	3 765	3 707	3 843	4 007
Action en nullité de mariage	so	328	334	265	231
Changement de prénom/nom	133	189	150	163	166

(1) les données ont été agrégées en raison du secret statistique

2. Décisions ⁽¹⁾ relatives à la protection dans le cadre familial en 2024						unité : affaire
	Total	Acceptation totale ou partielle	Rejet	Désistement	Autres fins ⁽²⁾	Délai moyen (en mois)
Protection dans le cadre familial	7 409	4 585	2 120	272	432	0,6
Mesure urgente lorsqu'un des époux manque gravement à ses devoirs	597	385	152	14	46	2,8
Ordonnance de protection dans le cadre de menace de mariage forcé	nc	nc	nc	0	0	ns
Ordonnance de protection dans le cadre de violences intrafamiliales sans demande de bracelet anti-rapprochement	5 657	3 458	1 665	218	316	0,4
Ordonnance de protection dans le cadre de violences intrafamiliales avec demande de bracelet anti-rapprochement	1 084	710	295	35	44	0,3
Modification, renouvellement ou suppression de mesure dans une ordonnance de protection	nc	nc	nc	5	26	1,2

(1) hors interprétation de jugement et jonction d'affaire

(2) radiation, caducité, etc.

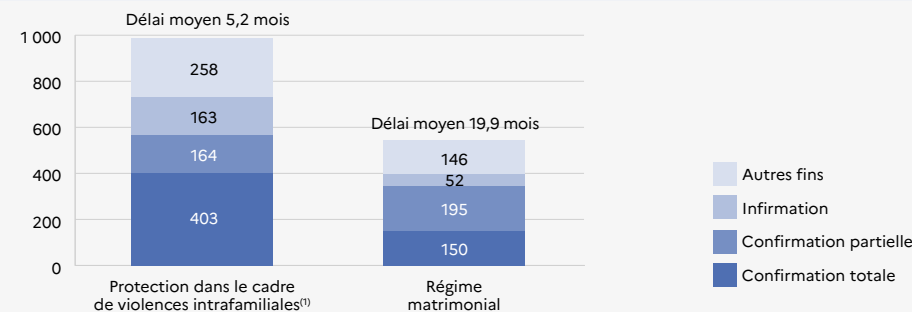
3. Décisions ⁽¹⁾ relatives au régime matrimonial, à l'action en nullité de mariage et au changement de prénom ou du nom						unité : affaire
	Total	Acceptation totale ou partielle	Rejet	Désistement	Autres fins ⁽²⁾	Délai moyen (en mois)
Autres contentieux familiaux	3 803	1 676	382	390	1 355	25,0
Régime matrimonial	3 419	1 461	275	375	1 308	26,4
Action en nullité de mariage	253	132	89	7	25	14,7
Changement de prénom/nom	131	83	18	8	22	9,0

⁽¹⁾ hors interprétation de jugement et jonction d'affaire

(2) radiation, caducité, etc.

4. Incapacité des mineurs	unité : affaire				
	2020	2021	2022	2023	2024
Demande d'ouverture					
Total	49 861	56 522	57 710	61 213	61 460
Tutelle	7 857	7 446	9 490	11 756	11 000
Administration légale	40 596	47 515	46 547	47 729	48 547
Émancipation	1 408	1 561	1 673	1 728	1 913
Ouverture de dossier					
Total	41 097	45 322	45 084	47 275	49 043
Tutelle	6 933	4 849	5 727	6 736	6 605
Administration légale	33 521	39 692	38 430	39 560	41 282
Émancipation	643	781	927	979	1 156

5. Décisions des cours d'appel en 2024 relatives à la protection dans le cadre familial et au régime matrimonial



⁽¹⁾ hors mariages forcés et époux manquant gravement à ses devoirs